



11 juillet 2013

(13-3685)

Page: 1/2

Original: anglais

**FÉDÉRATION DE RUSSIE– TAXE DE RECYCLAGE SUR  
LES VÉHICULES AUTOMOBILES**

**DEMANDE DE CONSULTATIONS PRÉSENTÉE PAR L'UNION EUROPÉENNE**

La communication ci-après, datée du 9 juillet 2013 et adressée par la délégation de l'Union européenne à la délégation de la Fédération de Russie et au Président de l'Organe de règlement des différends, est distribuée conformément à l'article 4:4 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends.

Les autorités de mon pays m'ont chargé de demander l'ouverture de consultations avec le gouvernement de la Fédération de Russie (la "Russie"), conformément aux articles 1<sup>er</sup> et 4 du Mémoire d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends (le "Mémoire d'accord"), à l'article XXII de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 (le "GATT de 1994") et à l'article 8 de l'Accord sur les mesures concernant les investissements et liées au commerce (l'Accord sur les MIC), au sujet des mesures de la Russie relatives à une imposition, appelée "taxe de recyclage", frappant les véhicules automobiles. Ces mesures ont une incidence défavorable sur les exportations de véhicules automobiles de l'Union européenne à destination de la Russie.

La Russie soumet les véhicules importés au paiement d'une "taxe de recyclage", alors que les véhicules nationaux sont exemptés du paiement de cette taxe, sous certaines conditions. Une exemption est également prévue pour les véhicules importés de certains pays, tels que le Bélarus et le Kazakhstan. Il n'y a toutefois pas d'exemption pour les véhicules importés de l'Union européenne. Par conséquent, les véhicules importés en Russie en provenance de l'Union européenne sont soumis à un traitement moins favorable que celui qui est appliqué aux véhicules nationaux ou aux véhicules importés du Bélarus et du Kazakhstan.

En outre, il apparaît aussi que la structure de la "taxe de recyclage" protège la production nationale. La "taxe de recyclage" est progressive en fonction des différentes catégories de véhicules. De plus, une distinction est établie entre les véhicules "neufs" et les véhicules "produits il y a plus de trois ans" pour lesquels il y a une forte augmentation du montant de la taxe. La structure de cette taxe a des effets préjudiciables sur les véhicules importés par rapport aux véhicules nationaux correspondants.

La Russie impose ces mesures au moyen, entre autres, des instruments juridiques énumérés ci-après, ainsi que de toutes modifications, mesures de remplacement, prorogations, mesures d'application ou autres mesures connexes, y compris toute loi du Parlement russe ou tout décret de l'exécutif russe qui confirmerait, prorogerait, modifierait ou affecterait d'une autre façon les mesures en question:

- Loi fédérale n° 89-FZ sur les déchets industriels et ménagers, modifiée par la Loi fédérale n° 128-FZ portant modification de la Loi fédérale n° 89-FZ sur les déchets industriels et ménagers et de l'article 51 du Code budgétaire de la Fédération de Russie (Федеральный закон Российской Федерации от 28 июля 2012 г. N 128-ФЗ "О внесении изменений в Федеральный закон "Об отходах производства и потребления" и статью 51 Бюджетного кодекса Российской Федерации") publiée au

Journal officiel russe n° 5845 "Rossiyskaya Gazeta (Российская газета)" du 30 juillet 2012

- Résolution n° 870 du gouvernement de la Fédération de Russie du 30 août 2012 sur la taxe de recyclage applicable aux véhicules de transport à roues (Постановление Правительства РФ от 30 августа 2012 г. № 870 "Об утилизационном сборе в отношении колесных транспортных средств") et Règles ("Правила") y annexées, publiées au Journal officiel russe n° 5873 "Rossiyskaya Gazeta (Российская газета)" du 31 août 2012

Il apparaît que les mesures de la Russie sont incompatibles avec les obligations de celle-ci au titre des accords visés et, en particulier:

- l'article I:1 du GATT de 1994;
- l'article II:1 a) et b) du GATT de 1994;
- l'article III:2 du GATT de 1994;
- l'article III:4 du GATT de 1994;
- l'article 2:1 et 2:2 de l'Accord sur les MIC, conjointement avec les paragraphes 1 a) et/ou 2 a) de la Liste exemplative annexée à cet accord.

L'Union européenne se réserve le droit de traiter au cours des consultations des mesures et allégations additionnelles concernant les questions susmentionnées au titre d'autres dispositions des accords visés.

L'Union européenne espère que la Russie répondra à la présente demande. Elle est prête à examiner avec la Russie des dates mutuellement acceptables pour engager les consultations à Genève.

---